

Cote du document: EB 2022/135/R.17/Add.1
Point de l'ordre du jour: 11 a)
Date: 14 avril 2022
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Informations actualisées sur le Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Donal Brown

Vice-Président adjoint
Département de la gestion des programmes
téléphone: +39 06 5459 2448
courriel: d.brown@ifad.org

Ashley Anne Davidson

Chargée d'appui au programme (Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres)
téléphone: +39 06 5459 2160
courriel: a.davidson@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra

Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente-cinquième session
Rome, 25-27 avril 2022

Pour: **Examen**

I. Informations actualisées sur les financements et les décaissements approuvés au titre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres

1. Depuis la rédaction du rapport de situation, un montant de 1,5 million d'USD, sur les 2,4 millions d'USD restants, a été approuvé. Il s'agissait par ces fonds, comme précisé dans le rapport, de compléter le projet en cours mené au titre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres (ci-après, le Mécanisme de relance) en République démocratique du Congo. Ainsi, le montant total des fonds approuvés s'élève désormais à 88,1 millions d'USD, et il ne reste qu'une enveloppe de 0,9 million d'USD. Les demandes concernant les fonds restants, qui serviront de financement additionnel pour deux projets existants du Mécanisme de relance, sont à l'examen et devraient être approuvées sous peu. La direction s'efforce encore de trouver de nouvelles modalités d'exécution en Afghanistan pour ne pas avoir à sortir les fonds du pays, comme décrit dans le rapport de situation. Dans l'éventualité où aucune solution ne viendrait à se dégager, la possibilité d'affecter des fonds à des projets d'efficacité avérée reste envisagée.
2. S'agissant de l'exécution des projets au titre du Mécanisme de relance, 5,2 millions d'USD supplémentaires ont été décaissés depuis la publication du rapport de situation, ce qui porte le montant total des fonds décaissés à 69,2 millions d'USD (80% des fonds approuvés, Afghanistan exclu). La grande majorité des projets devrait être achevée à temps d'ici juin 2022, ou en tout cas avant le terme du Mécanisme de relance, à savoir septembre 2022. La direction continue toutefois de suivre le portefeuille de près à mesure que l'échéance se rapproche.

II. Premiers aperçu des résultats

3. Comme indiqué dans le rapport de situation, les données des indicateurs des niveaux II et III sont recueillies dans les systèmes de suivi interne. Certains projets touchent à leur fin et la collecte des données primaires requises pour un échantillon de projets en vue de l'établissement de rapports d'impact de niveau I est en bonne voie. L'évaluation préliminaire du premier cycle de financement à la lumière d'un projet à Djibouti a été récemment achevée avec le soutien de la Division recherche et évaluation de l'impact; douze autres projets seront pris en compte dans l'échantillon. La collecte des données devrait, dans l'ensemble, avoir démarré d'ici à mai 2022 dans plus de la moitié des projets pris en compte dans l'échantillon; une idée générale plus précise pourra alors commencer de se dessiner.
4. Le projet à Djibouti visait à fournir divers intrants aux cultivateurs, éleveurs et pisciculteurs, dont des semences (semences fourragères pour la régénération du couvert végétal et semences maraichères pour la culture potagère), des engrais et des produits phytosanitaires, des blocs à lécher pour les animaux d'élevage, des produits vétérinaires et des filets de pêche. Il ressort de l'évaluation que 99 à 100% des ménages sondés signalaient le maintien ou l'amélioration de leur production, de leurs ventes, de leurs revenus, du nombre de repas et de leur résilience après l'intervention concernée. En outre, 57% de ces ménages ont signalé le maintien ou l'augmentation de leur patrimoine. Plus de 50% des ménages sondés avaient à leur tête une femme, et plus de 25% des jeunes (15-34 ans), ce qui est conforme aux seuils démographiques visés.